

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial NORD
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026 (partie Liquides Inflammables)

Contexte et constats

Publié sur



Société REXOR à Villages du lac de Paladru

La Feydelière, 172 rue Saint Michel

Références : 2026-Is001TN3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

L'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Inspection .

La présente inspection traite des suites des inspections du 11 juin 2020, 25 juin 2024 et 9 décembre 2025 relative aux liquides inflammables (dernier rapport 2025Is023TN3).

L'inspection de juin 2024 a donné lieu à l'APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024.

L'inspection de décembre 2025 a donné lieu à une proposition d'amende administrative et de liquidation d'astreinte.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019. L'article 11.3 de cet arrêté préfectoral rend applicable l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 20/01/2026 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à Madame le Préfète les suites administratives suivantes :

Point de contrôle n°1 : liquides inflammables – AM 01/06/2015

Le site est soumis à l'AM du 01/06/2015.

L'état de conformité est à produire en distinguant les installations existantes et nouvelles, en identifiant les différentes zones de stockage / utilisation. Une proposition de planning de mise en conformité doit être associée aux non-conformités identifiées.

L'exploitant doit respecter sans délai l'engagement pris en date du 20/11/2025 en matière de limitation du stock de LI dans le PC1.

L'exploitant doit faire de nouvelles propositions pour la relocalisation du stockage du magasin de LI (PC1 actuel) en prenant en compte les exigences de l'AM du 01/06/2015, les effets hors site et les interactions possibles avec les autres installations à risque du site (effets dominos).

Point de contrôle n° 2 - Etat des stocks

Mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024 non levée, demande d'action corrective

Point de contrôle n° 3 - Plan de défense incendie

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Proposition d'amende administrative et demande d'action corrective

Point de contrôle n° 4 – Protection des installations (cuve GPL)

Observations

Point de contrôle n° 5 – Défense incendie

Justificatifs à transmettre

Point de contrôle n° 6 – Extinction automatique et détection

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Proposition d'amende administrative et demande d'action corrective

Point de contrôle n° 7 – Emulseurs

Demande d'action corrective

Point de contrôle n° 8 – Rétention

Non respect de l'arrêté de mise en demeure DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Proposition d'amende administrative et demande d'action corrective

Point de contrôle n° 9 – Etude de dangers

Demande d'action corrective

Les justificatifs et éléments demandés doivent être transmis sous 1 mois.

Les propositions de suites sont détaillées ci-dessous par point de contrôle.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : liquides inflammables – AM 01/06/2015

Référence réglementaire :

Article 1er de l'arrêté du 1er juin 2015

Prescriptions contrôlées

Article 1er de l'arrêté du 1er juin 2015

(Arrêté du 24 août 2017, annexe XXII article 13, Arrêté du 22 septembre 2021, article 1er 1^{er} et Arrêté du 12 juin 2025, article 4 1^o i et ii)

I. Champ d'application

Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour l'application du présent arrêté «, à l'exception de son article 9, », une installation existante est une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, déclarée ou autorisée jusqu'au 31 mai 2015. Les autres installations soumises à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont des installations nouvelles.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.

Les prescriptions auxquelles ces installations sont déjà soumises demeurent applicables, le cas échéant, jusqu'à l'application de « dispositions plus contraignantes ».

Certaines dispositions des articles 11.3. IV. F, 14 et 22. IV sont par ailleurs également applicables aux liquides et solides liquéfiables combustibles présents au sein des installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article I.1 de l'arrêté du 24 septembre 2020

(Arrêté du 22 septembre 2021, article 1er 1^o et 2^o et Arrêté du 12 juin 2025, article 1er 1^o et 2^o)

Champ d'application

I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs [des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747](#) ou [4748](#), ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs [des rubriques nos 4510 ou 4511](#) de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

II. Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans [l'article I-3](#).

III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en récipients mobiles de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C «, à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées, » et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à [l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié](#) relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Article 1er de l'arrêté du 3 octobre 2010

(Arrêté du 10 février 2011, article 1er I, Arrêté du 16 juillet 2012, article 43, Arrêté du 11 mai 2015, article 31 2°, Arrêté du 24 septembre 2020, article 1er 2°, Arrêté du 22 septembre 2021, article 2 1^{er} et 2° et Arrêté du 12 juin 2025, article 2 1°)

I. Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs [des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747](#) ou [4748](#), ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs [des rubriques nos 4510 ou 4511](#) de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites " rubriques liquides inflammables " ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

II. Ne sont pas soumis au présent arrêté les stockages soumis à [l'arrêté du 24 septembre 2020](#) relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

III. Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C «, à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées, » et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.

IV. Une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes.

Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en service sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de [l'article R. 181-46 du code de l'environnement](#) au-delà du 1er janvier 2021.

Toutes les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations nouvelles.

Pour les installations existantes, l'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles 2 à 64.

V. Pour les installations existantes relevant du I. 2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il doit fournir une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions qui leur sont applicables du présent arrêté.

Constats :

Le site est autorisé à exploiter des installations entrant dans le champ de la rubrique 4331 sous le régime de l'enregistrement.

Le tableau des activités figure dans l'AP du 11/02/2019.

Liquide inflammable de catégorie 2 ou catégorie 3 2. les quantités susceptibles d'être présentes étant supérieures ou égales à 100 tonnes et inférieure à 1 000 tonnes.	Total : 140 tonnes 2 cuves 30m3 EDP 1 cuve 43m3 EDP 3 cuves aériennes de 4m3 1 cuve aérienne de 6m3 30 cuves mobiles entre	4331	E
--	---	------	---

Les installations listées par l'AP du 11/2/2019 (décrites dans le DDAE de 2000) sont considérées comme **existantes car autorisées** antérieurement au 31 mai 2015.

Ce n'est pas le cas du bâtiment PC1 qui n'a jamais été autorisé pour le stockage de LI.

Au regard des éléments portés à la connaissance de l'inspection et du préfet :

- le site n'est pas soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1,
- le site n'est pas soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1,
- **le site est soumis à l'arrêté du 1er juin 2015.**

L'exploitant confirme partager cette analyse.

L'état de conformité réglementaire par rapport à l'AM du 01/06/2015 (demandé dans le rapport 2023Is070T3 du 27/10/2023) n'est pas joint au dossier papier transmis en décembre 2025; ce dossier papier ne reprend pas l'ensemble des éléments transmis sur la clef numérique associée sur laquelle de nombreux fichiers figurent "en vrac".

L'analyse de conformité (fichier numérique) réalisée date du 14/03/2023, ne fait pas la distinction entre les installations existantes et nouvelles; elles pointent de nombreuses non-conformités sans proposition de mise à niveau; elle n'est pas détaillée par zone de stockage ou d'emploi. **Ce point n'est pas satisfaisant.**

L'inspection souligne que la proposition d'aménagement concernant le PC1 en date du 19/12/2025 (coffrage intégral du bâtiment, rétention interne) **n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 01/06/2015;** notamment, cette proposition ne prévoit pas de désenfumage dans le PC1, créant notamment un risque de backdraft. Par ailleurs, la modélisation des effets thermiques résiduels montre que les effets irréversibles et létaux hors site persistent (habitation voisine). **La solution proposée n'est pas acceptable.**

Un projet de relocalisation du stockage du PC1 dans le hall 11 ou 10 avec une capacité de stockage optimisée (20 à 30 tonnes sur 200 à 300 m²) **est envisagé par l'exploitant. Cette solution est à privilégier,** la localisation et l'état actuel du bâtiment PC1 rendant la mise en conformité **très compliquée voir impossible.**

Avis de l'inspection des ICPE :

Le site est soumis à l'AM du 01/06/2015.

L'état de conformité est à produire en distinguant les installations existantes et nouvelles, en identifiant les différentes zones de stockage / utilisation. Une proposition de planning de mise en conformité doit être associée aux non conformités identifiées.

L'exploitant doit faire de nouvelles propositions pour la relocalisation du stockage du magasin de LI (PC1 actuel) en prenant en compte les exigences de l'AM du 01/06/2015, les effets hors site et les interactions possibles avec les autres installations à risque du site (effets dominos).

Proposition de suites :

Les éléments ci-dessus sont à transmettre sous 1 mois.

Nom du point de contrôle n°2 : liquides inflammables - état des stocks

Référence réglementaire :

APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 9 de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif à l'état des stocks**

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331
AMPG-E 4331 article 9

Prescriptions contrôlées

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331 (140 tonnes)

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 9

« I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.

« II. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est

mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023. »

Constats :

Rappel de la DAC 2025

L'exploitant doit compléter son état des stocks en intégrant les informations listées ci-dessous.

Sous 1 mois

- *disponibilité des phrases de risques et rubriques 4XXX associées pour toutes les matières dangereuses,*
- *plan et état des stocks doivent être rendus cohérents,*
- *disponibilité d'une version vulgarisée de l'état des stocks (non examiné le 20 janvier 2026).*

Constats 2026

L'exploitant dispose de plusieurs fichiers lui permettant de connaître l'état des stocks des matières dangereuses et des matières combustibles non dangereuses. On y retrouve les emplacements, le nom des produits, les quantités et les principales rubriques ICPE associées. Ces fichiers sont actualisés quotidiennement.

On note que les plans associés à l'état des stocks ne sont pas cohérents avec ceux présentés dans le PDI, notamment pour les LI.

On note également que certains emplacements identifiés dans l'état des stocks des LI (PAHL9, PAH10, PASS 6) ne sont pas identifiés sur le plan associé.

On note également que l'état des stocks indique un stock de LI de 2803 kg dans le PC3 alors que celui ci est vide (constaté lors de la visite).

L'état du 20 janvier 2026 répertorie une quantité présente de 81 tonnes de matières inflammables, produits et déchets compris.

Ce chiffre est inférieur à la quantité autorisée de 140 tonnes.

Selon l'état des stocks et le constat sur site réalisé par l'Inspection, la quantité de liquides inflammables présente dans le magasin PC1 est de 12,6 tonnes le 20 janvier 2026. **Ceci n'est pas conforme à l'engagement pris** par l'exploitant de réduire son stock à moins de 4 tonnes à compter du 20 novembre 2025 (voir courrier exploitant du 20/11/2025) afin de supprimer les effets thermiques sur les riverains en cas d'incendie.

L'état du 20 janvier 2026 répertorie une quantité présente de 320 kg de nitrocellulose.

Ce chiffre est inférieur à la quantité autorisée de 400 kg.

Avis de l'inspection des ICPE :

Il n'est pas noté de dépassement des quantités autorisées au titre des rubriques 4331 (liquides

inflammables) et 1450 (nitrocellulose) le jour de l'inspection.

L'outil de gestion des stocks permet de connaître les quantités totales présentes sur site de manière satisfaisante.

Il doit cependant être amélioré sur les points suivants :

- disponibilité des phrases de risques et rubriques 4XXX associées pour toutes les matières dangereuses.
- plan et état des stocks doivent être rendus cohérents,
- disponibilité d'une version vulgarisée de l'état des stocks (non examiné le 20 janvier 2026).

Proposition de suites : demande d'action corrective

L'exploitant doit compléter son état des stocks en intégrant et corrigeant les points listés ci-dessus.

Sous 1 mois

L'exploitant doit respecter l'engagement pris en date du 20/11/2025 en matière de limitation du stock de LI dans le PC1.

Nom du point de contrôle n°3 : liquides inflammables – plan de défense incendie

Référence réglementaire :

APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

*Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 14 I de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif au plan de défense incendie***

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14.I

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

. Plan de défense incendie :

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à [l'article 2](#)), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des

opérations d'extinction ;

« - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

« Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023. »

« En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.

« L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :

« 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;

« 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;

« 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;

« Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

« - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;

« - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;

« - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;

« Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :

« - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;

« - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;

« - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6.

« Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours. »

Constats :

2025

L'exploitant indique avoir fait appel au CNPP pour réaliser le plan de défense incendie. 4 scénarios ont été étudiés.

Le document n'est pas remis à l'inspection, **l'exploitant s'engageant à le remettre au plus tard fin novembre 2025 avec un plan de mise en conformité détaillé et échéancé.**

Le dispositif de mise en rétention du site est toujours assurée par un ballon obturateur donc non sécurisé compte tenu de la nature des effluents (inflammables) pouvant se retrouver dans les égouts.

2026

Le PDI (version 2/12/2025) appelle les commentaires suivants.

Le document n'a pas été réalisé par le CNPP comme annoncé par l'exploitant.

Les références réglementaires sont erronées.

Page 2, il est fait référence à l'AM du 24/9/2020 auquel le site n'est pas soumis.
Aucune référence à l'AM du 01/06/2015 ne figure dans le document.

Situation d'autonomie en matière de défense incendie

Dès la page 2 du document, l'exploitant indique que "l'établissement fait appel au SDIS pour la couverture opérationnelle des scénarios feu nécessitant des moyens spécialisés".

Il est rappelé à l'exploitant que l'AM du 01 juin 2015 impose la disponibilité de moyens propres pour combattre des incendies de référence.

Les consommables doivent être fournis par l'exploitant.

Les moyens humains et matériels de projection mobiles (clairement identifiés par l'exploitant) peuvent être apportés par le SDIS sous réserve de son accord.

Document non autoportant

De manière générale, le document présenté est peu opérationnel, renvoyant à des documents filles qui ne sont pas forcément joints.

Plans peu ou pas lisibles

par exemple :

pages 13 et 14, plans guide-file et serre-files non lisibles

page 18, plan avec rubriques ICPE : non lisible et non cohérent avec plan fourni avec l'état des stocks.

Page 20, plan réseau illisible et incomplet (le bassin ne figure pas)

Schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes)

Deux schémas d'alerte figurent au PDI pages 7 et 8 distinguant les périodes ouvrées et non ouvrées.

Absence de la liste des interlocuteurs internes et externes et de leurs coordonnées.

(Une liste des équipiers d'intervention a pu être présentée lors de l'Inspection mais sans les coordonnées associées).

Ce point est non conforme mais à compléter.

Organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie.

Un paragraphe "première intervention/évacuation" figure pages 10 à 13.

Ce paragraphe traite de la formation du personnel (de manière très générale) et de l'évacuation du site.

Ce point est non conforme mais à compléter.

Modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées

Les modalités sont précisées page 14.

Il est rappelé à l'exploitant que le PDI doit être transmis au SDIS et non pas remis à son arrivée sur site

Justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en

matière de formations, de qualifications et d'entraînements :

La liste des formations à dispenser aux équipiers d'intervention est donnée pages 10 et 11.

L'exploitant précise en séance que les équipiers d'intervention sont formés au maniement des extincteurs, des RIA eau et mousse.

La liste des équipiers de première intervention n'est pas jointe (mais disponible).

Il est rappelé à l'exploitant que les formations dispensées doivent être cohérentes avec la stratégie d'intervention définie dans le PDI.

Chronologie et durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction

Chronologie et durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;

Démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;

Un document (daté de janvier 2025) présentant 4 scénarios de référence avec le calcul des besoins en eau et émulseurs est joint au PDI (référence page 19).

En l'absence de description des caractéristiques des LI, des lieux et conditions de stockage et d'utilisation des LI sur le site, le document ne permet pas de statuer sur la pertinence et l'exhaustivité des scénarios retenus.

Les moyens de protection existants sont décrits de manière trop lacunaire : les moyens fixes (PI, réserves d'émulseurs, système d'extinction automatique, réserve d'eau...) et mobiles (notamment moyens de projection eau et mousse, réserves d'émulseurs, EPI...) doivent être décrits dans le détail (caractéristiques, emplacement...); idem pour les moyens humains.

Concernant les systèmes d'extinction automatique, la justification de leur choix, leur conformité à un référentiel reconnu, leur adéquation aux produits et conditions de stockage, ne sont pas fournis.

Dans le cas où le système de sprinklage permet uniquement de contrôler et non pas d'éteindre l'incendie de référence, il convient de prévoir la mise en place de moyens complémentaires permettant de finaliser l'extinction.

Pour les installations situées en extérieur, les moyens eau et mousse sont à dimensionner selon les modalités de l'annexe II de l'AM (taux d'application et durée d'extinction), en prenant en compte la nature du LI et les surfaces retenues dans les scénarios de référence dûment justifiées.

Pour chaque scénario de référence, la liste des installations à protéger doit être présentée et justifiée. Notamment, la modélisation des zones des effets thermiques permet d'identifier les installations à protéger. Sauf justificatif, le flux de 8KW/m^2 , seuil des effets dominos, doit être pris comme référence.

Le détail des calculs de dimensionnement des besoins en eau pour la protection des installations doit être fourni.

Idem pour la prévention des reprises.

Le document pourra utilement présenter un tableau synthétique des débits d'extinction et de

protection nécessaires pour chaque scénario.

Au regard de ces résultats , le PDI doit détailler les moyens de projection eau et mousse, les moyens humains, les volume d'eau et d'émulseurs nécessaires à l'extinction, à la protection et à la prévention des reprises.

Le PDI doit identifier les moyens complémentaires (par rapport aux moyens existants) à prévoir sur le site pour répondre aux exigences d'extinction, de protection et de prévention des reprises calculées pour les scénarios de référence.

L'exploitant doit clairement exposer sa stratégie d'intervention pour répondre au délai d'extinction requis (2 heures, 3 heures ou degré de résistance des murs coupe feu suivant les scénarios).

L'accessibilité au site et aux moyens d'intervention doit être assurée compte tenu des flux thermiques affichés.

Ces points sont non conformes – à compléter.

Attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

Ne figure pas dans le PDI

Ce point est non conforme – à compléter.

Par ailleurs, le document présente des incohérences et erreurs grossières qu'il convient de corriger, notamment :

- identification d'un volume de 128 m³ de LI dans le PC1 (incohérent avec les chiffres présentés par ailleurs dans le CERFA ou l'EDD),
- scénario dans le bâtiment PC4 identifié comme un scénario en extérieur,
- déclenchement systématique du refroidissement de la cuve GPL alors que celle ci n'est, a priori, pas dans les zones d'effets dominos (actions réflexes),
- système sprinkler mentionné pour la zone déchets qui n'en possède pas, surface en feu prise en compte pour la zone déchets fluctuante (60 et 40 m² selon pages du document),
- modélisation scénario PC4 non fournie,
- présence de 33 m³ de LI dans le local PC4 : non cohérent avec AP de 2019,
- pages 9 bis et 10 sans rapport avec scénario 3.

L'exploitant est invité à réaliser un relecture attentive des documents transmis.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites :

Proposition d'amende administrative.

La mise à niveau du plan de défense incendie (et des moyens eau, émulseurs, moyens matériels et humains) constitue une priorité.

PDI à compléter sous 1 mois

Nom du point de contrôle n°4 : liquides inflammables – protection des installations voisines

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 23 II F

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.

L'exploitant définit également par procédure les actions à réaliser par la ou les personnes compétentes en lien avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :

- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;
- **les opérations de refroidissement des installations voisines** et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;
- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;
- l'accueil des secours extérieurs.

Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie et compatible avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.

Constats :

Rappel DAC 2025

La consigne relative au déclenchement de la rampe d'arrosage du stockage GPL dans la stratégie de défense incendie devra être intégrée dans le PDI. Avant fin novembre 2025

Constat 2026

Consigne IM SE-S-039 (version 1) transmise le 2/12/2025, non incluse dans le PDI transmis.

Avis de l'inspection des ICPE : la procédure est à inclure dans le PDI.

Proposition de suites : observation

Le déclenchement de l'arrosage de la citerne GPL apparaît comme systématique en cas d'incendie : ce point est à revoir, l'objectif étant de déclencher le système de protection en cas de nécessité (cuve impactée par des flux thermiques).

Nom du point de contrôle n°5 : liquides inflammables – défense incendie

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II A et 25 I

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

Article 14 II A

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils d'incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque d'incendie identifiées à [l'article 8](#) se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public ou privé. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Ce réseau garantit une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Ce réseau est en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie. Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé, et sectionnable au plus près de la pomperie. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Aux appareils d'incendie mentionnés ci-dessus peuvent être substituées des réserves d'eau, avec les mêmes règles d'implantation. Ces réserves ont une capacité minimale unitaire utile de 120 mètres cubes. Elles sont accessibles en toutes circonstances. Elles disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

« Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l'article R. 2225-7 du [code général des collectivités territoriales](#). »

Article 25 I

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les

suites données à ces vérifications.

L'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 détaille le débit requis au titre de la DECI.

Constats :

Rappel demande de justificatifs formulée en 2024

Le rapport du contrôle des PI doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant détaillera les moyens matériels permettant de répondre aux exigences de l'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 :

" poteaux incendie publics ou privés permettant d'obtenir un débit de 240m³/h pendant au moins 4 heures hors des besoins ordinaires de l'établissement avec un débit minimal de 120m³/h pendant 4 heures à partir du réseau communal".

Sous 1 mois

Rappel DAC 2025

Absence de justificatifs transmis.

L'exploitant affirme que le débit d'eau requis ne pose pas de problème.

Les éléments seront inclus dans le PDI.

Constats 2026

Transmission du 2/12/2025.

- Fiche de relevée de vérification annuelle des débits et pressions par la société Desautel (datée du 19/11/2025) pour la vérification de 4 poteaux incendie (28, 29, 30 et puits) : le PV n'indique pas les conditions du relevé (en simultanée ?); les PI 28 et 30 sont indiqués NC.

- Rapport de contrôle des hydrants 2024 de la commune de Paladru : les résultats présentés sont incohérents avec ceux figurant dans le PDI page 19 (voir par exemple le PI 10); le PI 11 n'assure pas 60m³/h sous 1 bar et le diamètre du raccordement n'est pas précisé;

Les éléments présentés ne permettent pas de démontrer la suffisance des moyens par rapport aux exigences de l'AP.

Avis de l'inspection des ICPE : la conformité reste à confirmer

Proposition de suites : justificatifs à transmettre

L'exploitant détaillera les moyens matériels permettant de répondre aux exigences de l'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 :

" poteaux incendie publics ou privés permettant d'obtenir un débit de 240m³/h pendant au moins 4 heures hors des besoins ordinaires de l'établissement avec un débit minimal de 120m³/h pendant 4 heures à partir du réseau communal".

Ces éléments seront transmis sous 1 mois.

Nom du point de contrôle n°6 : liquides inflammables - extinction automatique / détection

Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 14 II B de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement

au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif au dispositif d'extinction automatique incendie du bâtiment de stockage des LI.**

Mise en demeure de respecter sous 3 mois l'article 23 II C de l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement **relatif à la détection incendie du bâtiment de stockage des LI.**

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II B et article 23 II C (AM 4331 régime E)

Prescription contrôlée

Article 14 II B

Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés (liquides inflammables, liquides et solides liquéfiables combustibles) est mis en place dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant d'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. **Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie.** Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. **Le plan de défense incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.**

« Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#), sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#). Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. Cette disposition ne s'applique pas, par ailleurs, aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables.

« Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

« Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie.

« Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 23 II C

« Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection est assurée par un système distinct du système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. »

Constats :

Lors de l'inspection du 20/01/2026, il est constaté que les non conformités subsistent.

La détection incendie est assuré par le sprinklage, donc non distincte du système d'extinction automatique. La mise en place d'une détection incendie dans le PC1 est cependant prévue pour mi février (que la fonction stockage des LI y soit maintenue ou pas).

Le système d'extinction automatique à eau simple a été complété par des boules anti-feu Block

fire "efficaces contre un incendie naissant" suivant la fiche technique fournie. Elles ne sont pas suffisantes pour répondre aux exigences d'extinction du scénario d'incendie développé sur la surface du bâtiment (voir AM du 01/06/2015 et PDI).

L'adéquation du système d'extinction automatique et sa capacité à s'inscrire dans la stratégie d'extinction exigée par l'AM du 01/06/2015 doivent être démontrées et incluses dans le PDI.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme, non respect de l'APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

Proposition de suites :

L'exploitant doit prendre les dispositions permettant de supprimer les zones d'effets thermiques chez les riverains notamment en respectant l'engagement pris par courrier du 20/11/2025 (stock entre 0 et 4 tonnes dans le PC1).

L'exploitant doit faire de nouvelles propositions pour la relocalisation du stockage du magasin de LI (PC1 actuel) en prenant en compte les exigences de l'AM du 01/06/2015, les effets hors site et les interactions possibles avec les autres installations à risque du site (effets dominos) - voir fiche de constat 1.

Proposition d'amende administrative

Nom du point de contrôle n°7 : liquides inflammables - émulseurs

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 III A

Prescription contrôlée

L'exploitant dispose des ressources en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis [au I de l'article 14](#). Ces ressources tiennent compte a minima des ressources nécessaires pour les opérations d'extinction définies [aux B et D du III de l'article 14](#).

L'exploitant démontre également les points suivants :

- le choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur ;
- « - la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#) et les liquides et solides liquéfiables combustibles pouvant être mis en jeu lors d'un incendie, en s'appuyant sur les normes de classement de l'émulseur ; »
- la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie si l'exploitant a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.

Constats :

Il a été constaté le remplacement de la réserve d'émulseur associée au dispositif d'extinction automatique (haut foisonnement) pour le bâtiment PC4 : vu 1m³ d'émulseurs PROFILM 3-6, de classe IA et conforme aux normes EN 1568-1, 3 et 4 (2018) en date d'octobre 2025.

L'exploitant précise avoir commandé 3 m³ d'émulseurs supplémentaires (arrivée prévue la semaine suivant l'inspection) mais compte tenu des insuffisances du PDI (voir fiche de constat 3), il est impossible de statuer sur la suffisance en quantité et qualité des réserves en émulseurs présentes ou prévues sur le site. Le PDI devra justifier de la pertinence de cette commande et détailler la mise en oeuvre des émulseurs compte tenu de la stratégie incendie retenue pour chaque scénario.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demande d'action corrective

L'exploitant doit justifier, au travers du PDI, des quantités et qualités d'émulseurs disponibles sur le site ainsi que du choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur dans le cadre de la stratégie incendie retenue pour chaque scénario.

Délai 1 mois

Le cas échéant, un plan de mise en conformité précis et échéancé doit être fourni dans le même délai.

Nom du point de contrôle n°8 : rétention

Référence réglementaire :

AP du 11 février 2019, article 8.4.1 – I

APMD DDPP-DREAL-UD38-2024-09-20 du 26/9/2024

*Mise en demeure de respecter sous 15 jours l'article 8.4.1 I de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 **relatif aux capacités de rétention.***

Prescription contrôlée

8.4.1 I de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Constats :

Rappel demande d'action corrective 2025

Intégrer l'aspect rétentions et la zone de dépotage camions dans le plan de mise en conformité à remettre pour fin novembre 2025.

Constats 2026

L'exploitant a transmis par courrier du 2/12/2025, un plan d'action pour le PC1 et la zone de

dépotage. Ces actions n'ont pas été mises en oeuvre.

L'exploitant n'a pas réalisé d'examen exhaustif de la conformité des différentes zones de stockage de produits liquides.

Au 20 janvier 2026, **le PC1 n'est toujours pas doté de rétention**. Un écoulement de LI dans le bâtiment serait dirigé soit directement vers la cour du site puis le réseau d'eaux pluviales, soit directement vers le réseau d'eaux pluviales.

On note également la présence de descentes d'eaux de toiture à l'intérieur du PC1 qui seraient des vecteurs de rejets dans le réseau EP en cas d'incendie dans le PC1.

A noter qu'il n'a pas été constaté de stockage de cuves inox contenant des LI sans rétention, accolées au bâtiment PC1 comme en 2025.

On note la **présence de fûts de déchets liquides sans rétention au niveau de la zone de stockage des déchets**. De plus l'étiquetage de certains fûts apparaît non cohérent avec leur contenu.

La configuration de la zone de dépotage camion (zone cuves enterrées) pose toujours problème : en pente (maîtrise des écoulements et des éventuels effets dominos à étudier, sol non incombustible, grille insuffisante pour absorber une fuite importante, capacité de rétention (15m^3 selon exploitant) insuffisante au regard du volume du plus gros camion (22m^3), niveau de remplissage de la rétention enterrée incontrôlable en l'état...).

Il a également été identifié une **seconde zone de dépotage camion au niveau de l'atelier laques** : un état de conformité est à produire.

Le remplacement du ballon obturateur par une vanne sur le réseau permettant la mise en rétention du site en cas d'incendie est programmé pour la mi février 2026. (devait être fait pour fin 2025)

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites :

L'exploitant doit réaliser un état de conformité exhaustif des différentes zones de stockage et zones de dépotage présentes sur le site. Un planning de mise en conformité doit être transmis sous 1 mois.

En tout état de cause les produits présents dans le PC1 (limité à 4 tonnes) et sur la zone déchets doivent être mis sur rétention sous 8 jours.

Le remplacement du ballon obturateur par une vanne doit être confirmé par un PV de travaux au plus tard à la mi février 2026.

Proposition d'amende administrative

Nom du point de contrôle n°9 : étude de dangers

Référence réglementaire :

Etude de dangers de janvier 2025 transmise le 2 décembre 2025

Prescription contrôlée

L'objectif est de contrôler par sondage la cohérence des hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers au regard des conditions d'exploitation constatées sur site.

L'examen de l'EDD fera l'objet d'un retour à l'exploitant dans un rapport dédié.

Constats :

Zones déchets

Quantités et conditions de stockage des déchets non cohérentes avec le scénario développé : présence de fûts sans rétention, présence d'une armoire dédiée au stockage d'huiles en plus des 2 armoires dédiées aux déchets

Riverains / quotation en gravité

Présence d'un nouveau bâtiment non identifié dans l'EDD sur une parcelle voisine côté cuve GPL.

Stockage de palettes bois, emballage cartons, matières plastiques 2662

Il existe un décalage entre les quantités, les conditions et les lieux de stockage pris en compte dans l'EDD et la situation sur site; les conditions de stockage, quantités et scénarios associés doivent être revalidés par l'exploitant.

Stockage de poudres fluorés au PC2

Risque de dégagement de HF en cas d'incendie, non identifié et non pris en compte dans l'étude de dangers

Scénario associé au PC3

PC3 vide et utilisation non envisagée par l'exploitant
Scénario à supprimer ? À confirmer par l'exploitant

Zone de dépotage camion associée au local PC4

Non pris en compte dans l'EDD

Stockage de LI

Présence de quelques m³ au SS6
A prendre en compte dans le PDI et l'EDD

Scénario liés aux poussières d'aluminium

Les hypothèses prises en compte dans les scénarios doivent être explicitées au regard des zones de stockage réelles.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demande d'action corrective

L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'exploitation et les hypothèses prises en compte dans l'EDD correspondent à la réalité.